

<http://divergences.be/spip.php?article3910>



Usages et objectifs des grèves dans le monde entre juin 2023 et juin 2024

- Aujourd'hui - 2025 - janvier 2025 - Articles Janvier 2025 -

Date de mise en ligne : dimanche 29 décembre 2024

Copyright © Divergences Revue libertaire en ligne - Tous droits réservés

plugins-dist/medias/prive/vignettes/pdf.svg

Usages et objectifs des grèves dans le monde entre juin 2023 et juin 2024

Quelles sont les grèves qui ont lieu maintenant dans le monde ?

Quelles sont les revendications des grévistes ?

Quel rôle jouent les syndicats dans ces actions ?

Ces luttes ont-elles une perspective internationaliste, anti-capitaliste, ou animées par une base qui déborderait une centrale syndicale ? Sans pour autant ériger la lutte de classe en alpha et omega, autrement dit, estimer que le rapport de force entre capital et travail serait le seul à mériter d'être documenté, nous sommes contraints de constater que lorsqu'il l'est, cela est de manière ponctuelle dans l'actualité. S'il est parfois bien relayé et permet d'avoir un bon suivi en temps réel, il manque cruellement d'une vue d'ensemble sur les revendications portées par ces grèves.

C'est ce que propose cet ouvrage sur la période de juin 2023 à juin 2024.

En général, lorsque les mouvements sont relayés, s'ils portent sur les conditions de travail et la rémunération, ils prennent la forme de mobilisations à l'échelle nationale, interprofessionnelles et appelées par des centrales syndicales. Ainsi, seules les « grandes luttes » qui mobilisent largement parviennent jusqu'à nous, mais même celles-ci sont assez peu visibles en fin de compte, et bien peu lisibles : qui y participe, comment cela s'articule-t-il avec les conflits qui émergent par ailleurs concernant les conditions de travail, de rémunération, etc. ?

La forme qui est donnée aux actions interprofessionnelles, par des revendications générales, ne faisant jamais, ou en façade seulement, preuve d'audace à défendre des travailleurs et travailleuses dans leurs luttes particulières ne font pas la démonstration de force qu'on attend. Ce jugement est sévère, et il est pondéré par de nombreuses actions qui témoignent d'une capacité à contribuer aux luttes particulières et isolées par des intersyndicales efficaces. ce sont des qui se témoigne par une solidarité de classe internationale.

C'est exactement pour cette raison, que concentrer notre attention sur les luttes dans le monde par-delà les grandes démonstrations de forces des syndicats, c'est aussi ne pas laisser isolé-es celles et ceux qui luttent à la base, à contre-courant des directions syndicales, bien trop souvent prêtes à brader la peau des ouvriers pour rester des "interlocuteurs respectables" dans les négociations. Stratégie qui se comprend, mais stratégie délétère. De cette manière, les informations en général nous font passer à côté de ce que vivent et défendent à leur niveau, parfois modeste et insatisfaisant, les travailleuses et travailleurs aujourd'hui.

Comme si la page de la lutte était tournée, comme si ce que nous avons nous était dû. Comme si ce n'était pas une histoire de bagarre qui n'est toujours pas finie, une bagarre avec ceux qui disposent de notre vie, de notre temps, de notre force de travail et qui ne connaissent de limites autres que celles que nous posons, collectivement. Une bagarre des fois, feutrée, des fois violente, il ne s'agit pas ici de faire l'apologie de méthodes plus viriles que d'autres de s'engager dans la lutte, même si les mots peuvent porter à confusion.

Nous avons ici réuni quasi-exclusivement les grèves, les immobilisations décidées collectivement de travailleuses et travailleurs. La grève est un outil assez efficace pour que tout bon gouvernement bourgeois l'ait limité ou en ait limité les effets. On ne doit pas oublier qu'il y a grève et grève, qu'elles sont multiples dans leurs formes, leur nature, leurs objectifs, leur durée, leur composition sociale, les risques encourus, les secteurs concernés et le rôle qu'y jouent les syndicats et les militant-es, c'est pourquoi nous avons essayer de préciser de quoi on parle dès le début. Les

rapports de force sur les lieux de travail et la manière dont ils se déroulent selon les pays méritent pourtant toute notre attention. Ils sont essentiels pour comprendre les conditions de vie, de travail et de lutte de nos contemporain-es, mais aussi les méthodes des patrons : parfois différentes, parfois semblables. Elles ne nous ont pas attendus les directions d'entreprises pour internationaliser leurs pratiques de management, et pour se servir de l'appareil d'État pour défendre leurs intérêts.

Si le droit de se syndiquer et de lutter par ce moyen est un privilège, cela n'empêche pas de le considérer comme un frein à la mobilisation des travailleuses et des travailleurs dans les pays où cela se présente comme un moyen approprié et légitime. Bien souvent, les syndicats se posant comme représentatifs ont comme interlocuteur l'État, par des commissions, des états généraux, des grenelles et autres dénominations de cycle de discussions.

Aujourd'hui, la plupart des lois sont des outils que seul-es des spécialistes maîtrisent, et ils et elles, avocats, peuvent nous soutenir, pour certain-es, heureusement, mais dans l'ensemble, les lois ce sont seulement des dispositifs inscrits dans des rapports de force, et sans défendre comme programme politique la prise de l'État, il est certain que la bourgeoisie a investi un outil très efficace qui lui préexistait, l'État, pour forger des outils efficaces de gestion par la répression à court et long terme (police, justice), en utilisant la peur et les armes pour garder le dessus dans le rapport de forces. Alors qu'attendons-nous ?

Nous n'avons pas besoin de diplôme de management pour faire déménager les managers, nous n'avons pas besoin de pseudo-formation en psychologie pour connaître les besoins qu'a quelqu'un pour ne pas être broyée par le travail, ni pour connaître les stratégies à utiliser pour créer la cohésion d'équipe : nous avons besoin de nous réunir, d'essayer de faire face, de tenir ensemble, de nous éprouver dans le rapport de forces, de formuler des revendications collectivement, de nous décevoir, de nous impressionner, de nous découvrir, mais nous avons aussi besoin de nous savoir faire partie d'une communauté de condition de vie, de lutte. En plus d'être fort-es de cela, nous devons être fort-es des savoir-faire que nous accumulons, mais pour cela, il nous faudrait au moins pouvoir et vouloir les partager.

Mais cela nécessite de considérer ce savoir-faire/vivre (et autres variantes) comme notre trésor. C'est pourquoi les expériences de lutte sont notre richesse. Ou pour paraphraser la première phrase du chapitre I du Capital : dans les sociétés dans lesquelles règne le mode de production capitaliste, la richesse des travailleurs apparaît comme une formidable collection de luttes. Et comme les marchandises, les luttes se présentent avant tout dans leur diversité. Les conditions de travail, et donc de lutte pour les améliorer, sont très différentes dans chaque branche, et dans chaque branche, selon chaque secteur, puis selon chaque problématique, mais aussi selon la manière dont les individus sont touchés par celle-ci.

On pourrait presque penser que sortir de sa branche, de la particularité de son lieu de travail, et de ce qu'on ne veut plus y subir, n'apporte pas beaucoup. On peut se dire la même chose de son propre pays, parce que le droit du travail évolue très rapidement, qu'il est bien souvent dans les faits, en voie de disparition, ou bien bafoué en permanence. 13 Même si les situations sont « particulières », avec des particularités locales, nous sommes persuadés qu'il existe trop d'invariants et de similitudes pour les ignorer. Nos conditions sont communes, nos modalités sont communes, nos problématiques sont communes ; nos manières de nous défendre et de nous faire trahir, mais aussi d'arracher des victoires, ces pratiques nous sont communes. Tout cela, nous l'avons déjà en commun, nous éprouvons les mêmes sentiments, les mêmes difficultés, pas toujours les mêmes objectifs cependant, mais ils sont tous avec certitude appauvris de ne pas être partagés, constitués ici et maintenant en histoire et culture commune, parce que toutes nos expériences, seulement si elles sont réunies, constituent notre véritable richesse.

Nous regrettons, oui, mais notre situation le requiert, de devoir vous faire subir la lecture d'un texte si long pour expliquer pourquoi il est nécessaire de s'intéresser sérieusement à comment et pour quoi des travailleuses et

travailleurs luttent aujourd'hui. Il y a 110 ans, ce texte n'aurait pas eu besoin d'être écrit, l'internationalisme prolétarien avant la Première Guerre mondiale avait encore le sens d'une communauté rassemblant des camarades par-delà les nations. S'il n'a pas survécu, c'est aussi parce qu'il a subi l'épreuve de la répression brutale. N'y cédon pas. Cet internationalisme peut vivre et doit vivre malgré le stigmate qu'il porte des capitalismes d'Etat bureaucratiques qui ont dévoyé l'internationalisme pour en faire un soutien rabougri à des nations dont une partie de la population au pouvoir se revendique de la tradition émancipatrice du marxisme. Nous nous revendiquons révolutionnaires au sens où nous estimons que c'est l'ensemble des rapports sociaux capitalistes qui est à bouleverser radicalement pour voir disparaître l'exploitation, la domination et les classes sociales. Mais seulement, il s'agit de ne pas sous-estimer l'importance de l'acteur ou de l'actrice de l'émancipation, et dans notre cas : « L'émancipation des travailleurs sera l'oeuvre des travailleurs eux-mêmes. » (... Et l'émancipation des travailleuses de même...)

C'est précisément pourquoi nous nous inscrivons dans une certaine continuité de lecture, d'analyse et de pratiques qui ont émergé au cours de l'histoire du mouvement ouvrier. Un rapport très critique a émergé par rapport aux mouvements ouvriers à aux perspectives qu'il pouvait porter. Il est évident que la doctrine stalinienne et ses versions nationales ont amené à raison les militants à avoir quelques interrogations sur la pertinence de ce terrain de lutte. Son caractère émancipateur et révolutionnaire n'a rien d'automatique, il est à l'image de la société et en porte lourdement les stigmates. L'errance qui a fait suite à l'abandon de la classe ouvrière comme « sujet révolutionnaire » a ouvert une porte béante à la recherche de celui-ci. Pour le trouver un peu partout et sous des formes plus ou moins bariolées, selon les époques.

Porter un focus et un discours sur les travailleurs en lutte dans le monde implique donc un rapport bien spécifique à ces questions-là. Et nous affirmons que s'il n'y a rien d'évident à ce que ces personnes soient porteuses du projet révolutionnaire, nous sommes convaincus de la puissance de la lutte et des germes qu'elle peut faire éclore dans nos pratiques et réflexions. Prenons le risque sinon de constater que les pratiques existantes, les revendications portées, et les échecs essuyés ne font que témoigner d'un recul historique, dont nous sommes par ailleurs étonnamment bien conscients. Mais nous sommes aussi conscients que cette idée nous a été fourrée dans la tête que la classe ouvrière a perdu et qu'elle n'existe peut-être même plus, et que ceux qui nous ont fourré ça dans la tête s'en foutent bien que cela soit vrai ou pas, et en fait, nous avons quelques raisons de douter de la véracité de leur propos. Vérifions. ¹⁴ Ce que nous n'avons pas documenté, ce sont les luttes des policiers, des matons et de ceux que nous estimons avoir clairement choisi leur camp dans la lutte de classe.

On aimerait que cette phrase de Marx soit juste : « ...tandis que la bourgeoisie de chaque nation conserve encore des intérêts nationaux particuliers, la grande industrie a créé une classe qui, dans toutes les nations, a le même intérêt et chez laquelle la nationalité se trouve déjà détruite ; une classe qui s'est réellement débarrassée de tout le vieux monde et s'oppose en même temps à ce monde. Elle rend insupportable au travailleur non seulement le rapport au capitaliste, mais le travail lui-même » (L'Idéologie allemande, MEW, t. 3, p. 60 ; OEuvres I, p. 1103 sq.). Mais c'est justement ce qu'il nous faut vérifier : à quel point la nationalité s'estompe dans les grèves, à quel point le rapport capitaliste ou le travail sont remis en question dans ces luttes. L'objectif de cet ouvrage est de construire une compréhension plus précise de l'état de la lutte de classe dans le monde. Nous sommes convaincu que l'internationalisme n'est pas un mot vain, il est une stratégie qu'il convient de déployer concrètement.

Mais pour la déployer de la sorte, il est nécessaire d'avoir tout d'abord connaissance des luttes menées par nos camarades. Il apparaît assez rapidement que nous constituons une véritable communauté de condition et affrontons des ennemis dont seul le visage est différent. Nos méthodes et leurs méthodes sont les mêmes, mais eux se forment dans des écoles de management qui savent mettre en valeur leurs expériences de lutte contre nous. Il est crucial de nous saisir de ce savoir collectivement. Aucun parti aussi « ouvrieriste » soit-il, aussi pétri du culte de la valeur-travail soit-il, n'est capable aujourd'hui de réaliser cela. Souffrant certainement encore de stigmates non cicatrisés d'une Internationale-courroie-de-distribution-du-Kremlin, l'internationalisme s'est limité à encourager l'accueil de réfugiés de dictatures, ou d'afficher leur soutien à des Etats prétendument socialistes, alors que bien

franchement hostiles à l'émancipation de la classe ouvrière par la lutte.

La lutte finale du grand soir n'est pas là. La conscience de classe ne pousse pas sur les bancs d'amphis du parti, l'école du socialisme est celle de la lutte. Les syndicats n'assurent de soutien financier que pour des grèves dont ils maîtrisent le calendrier, et qui sont vouées à rester dans un cadre de négociation qui met leur crédibilité de partenaires sociaux en jeu. Les grands syndicats ne peuvent pas servir nos intérêts, ils sont contradictoires avec les nôtres. Nous avons alors sans cesse le devoir de les déborder, et d'imposer nos intérêts contre les leurs, faisant d'eux un ennemi de plus sur le champ de bataille. Nous ne pouvons ni devons nous en remettre à des spécialistes de l'organisation. Nous avons déjà perdu si cette idée se présente comme souhaitable. Nous ne pouvons que nous en remettre à nous, à ce nous qui est constitué du fil dense de nos solidarités, et celles-ci ont un sens, tant qu'on les entretient, et qu'on les alimente par nos propres canaux. Le cadre de lutte que nous impose le capitalisme est restreint. Les règles de l'affrontement, sous la forme d'affrontement de classes, sont biaisées.

Toute lutte ayant lieu dans ce cadre renforce simultanément l'existence de ces classes et les perpétue. C'est en cela aussi qu'elles sont limitées et insatisfaisantes. C'est pour cela que certains estiment qu'il est souhaitable de s'en détourner et d'avancer autrement sur le chemin de l'émancipation. Nous voulons vivre mieux maintenant, et avoir plus de temps pour lutter. Si certains utilisent ce temps pour mieux vivre, grand bien leur fasse, une subjectivité épanouie est bien plus souhaitable d'une subjectivité mutilée, et comme pour la grève, elle peut tout autant renforcer la légitimité du capital que la remettre en question.

Nous devons oeuvrer pour l'amélioration de notre qualité de vie.

C'est seulement en suivant cette voie que nous pouvons être audibles, crédibles et arracher des victoires.

Nous n'avons aucune certitude que cela engendre le sentiment de la nécessité de la lutte révolutionnaire pour l'abolition de l'ensemble du mode de production capitaliste de manière durable. Peut-être que la possibilité même d'améliorer nos conditions de vie au sein du capitalisme par la lutte amène la preuve qu'il n'est pas hostile à nous, tant que nous développons des stratégies collectives de lutte et une confiance suffisamment grande dans notre capacité à agir collectivement.

Nous n'avons qu'une certitude : sans ce sentiment de puissance collective qui émerge de luttes, il n'est aucun socle assuré à un mouvement d'émancipation.

Nous ne pouvons générer la nécessité de l'organisation collective. Elle provient des nécessités immédiates de la lutte.

Nous pouvons seulement répéter sans cesse que cette capacité à s'organiser, s'écouter, se parler, construire un mouvement collectif, même vers de petites victoires inatteignables isolément, que cette capacité est notre bien le plus précieux et que nous nous dépouillons complètement lorsque l'on remet cette capacité dans les mains d'un syndicat ou d'une personne.

C'est en cela que le mot d'ordre « tous le pouvoir aux conseils » est d'abord un appel à ne pas abandonner ce bien précieux. Le capitalisme est mondialisé. En se mondialisant, le capitalisme met en concurrence les forces de travail de tous les pays. Il met dans la balance leurs conditions de vie, leur condition de travail. En mettant ainsi en concurrence les forces de travail il fait peser sur chaque lutte le risque du chantage à la délocalisation, le risque de voir le généreux capital fuir pour trouver un meilleur taux d'exploitation, tirer un meilleur profit.

En se mondialisant, le capitalisme a provoqué la dissolution de rapports sociaux préexistants, et cette perte a, dans de nombreux endroits, déjà provoqué une atomisation des individus, et une perte des modes de socialisation autres que par le travail, l'achat et la vente de marchandise, ou la consommation de marchandises (restaurants, fêtes, etc.). La médiatisation des rapports sociaux par les marchandises s'est mondialisée.

En se mondialisant, le capitalisme a provoqué une autre crise au niveau mondial : la crise écologique. Point n'est besoin de le démontrer. Sa résolution doit cependant dépasser les nations, et être internationale, et aucune nation, qui a la forme aujourd'hui de l'État bourgeois, n'est en réalité en mesure de résoudre cette crise : la consubstantialité de l'État et du capital rend irréaliste cette perspective. Les techniques de managements, de gestion (exploitation) des « ressources humaines » se sont mondialisées.

Ces techniques circulent avec une fluidité certaine entre les grandes écoles et parmi les petits managers peaufinant leurs méthodes sur Youtube. Les chaînes de production, supply chains, mises à l'épreuve du COVID ont opéré un certain repli et se sont partiellement reconcentrées, montrant que leur mondialisation était un de leurs points faibles. Pourtant, ce repli reste relatif, les matières premières devant toujours être acheminées à travers la planète et les variations de coût de force de travail incitant les patrons à installer leurs entreprises aux endroits où celle-ci est la moins chère.

En se mondialisant, le capitalisme a mondialisé le nationalisme. La haine xénophobe s'est mondialisée. L'extrême droite s'est mondialisée et a trouvé un terrain fertile commun qui n'est autre que celui des spéculations sur les « acteurs véritables » de nos oppressions, autour donc d'un discours qu'on qualifie de « complotiste ». Les thématiques communes des réactionnaires jetant de l'huile sur les braises du désespoir pour le faire flamber en xénophobie, si elles n'ont rien de nouveau, gagnent en ampleur à travers le monde, en témoignent les résultats aux diverses élections dans de nombreux pays.

Face à une exploitation mondialisée, notre réponse doit être mondiale. On appelle cette perspective de lutte l'internationalisme. Elle est internationale parce qu'elle met en lien des nations, avec leurs spécificités juridiques, économiques et sociales qui conditionnent les modalités de la lutte. La lutte de classe est mondiale, et nous affirmons que c'est à nous d'en faire une lutte de classe internationalisée, construite avec nos différences, par delà celles-ci. Faisons de l'internationale une manifestation et un facteur de renforcement de la solidarité des exploités de tous les pays. Le linéament d'une communauté humaine universelle.

Comme l'écrivait Rosa Luxemburg, « la tâche essentielle du socialisme consiste aujourd'hui à rassembler le prolétariat de tous les pays en une force révolutionnaire vivante, à créer une puissante organisation internationale possédant une seule et unique conception de ses intérêts et de ses tâches, une seule et unique tactique et capacité d'action politique »¹. Ce à quoi elle ajoute : « Il n'y a pas de socialisme en dehors de la solidarité internationale du prolétariat, et il n'y a pas de socialisme sans lutte de classe. »

Cet ouvrage prend le parti de se concentrer sur les revendications des grèves. Les grèves sont un des moyens à la disposition des travailleurs. Si nous choisissons celui-ci, c'est en raison de l'engagement corporel et collectif qu'il implique. On aurait pu aussi s'intéresser aux formes de lutte concrètes qui sont utilisées, dans leur diversité et l'ingéniosité dont elles témoignent parfois. Nous restons convaincus qu'il n'y a pas de concurrence entre les modalités de lutte, on ne peut pas a priori en déclarer une meilleure que l'autre. S'il existe aussi des législations empêchant les occupations d'usine, les occupations de rue, qui protègent la propriété privée, etc., la grève apparaît sans cesse comme une méthode qui éveille la crainte des patrons. L'appareil législatif en témoigne. Les tentatives de le contourner aussi. On aurait pu se concentrer sur la composition sociale des personnes qui prennent part aux grèves. Cela a été fait dans d'autres ouvrages, et la question a un intérêt indéniable pour saisir la nature d'un mouvement social.

Nous estimons cependant important d'avoir un aperçu des revendications, de l'objet qui est celui des grèves qui ont lieu, pour mesurer où se trouve l'enjeu suffisamment saisissant pour immobiliser des corps d'un même employeur. On peut estimer que s'en tenir aux revendications, c'est se limiter à une strate narrative, superficielle de la lutte de classe. Nous verrons si cela est le cas. Si les mots de la lutte sont si éloignés des maux subis, de la corporéité, des chairs, des psychés de ceux et celles qui se réunissent autour.

A l'automne 2023, la revue allemande Wildcat, qui propose un aperçu et une analyse de la situation internationale de la lutte de classe, souvent en dehors des appareils syndicaux, sort son numéro 112. Ce numéro de Wildcat a pour titre « Le retour de la grève syndicale ? ». S'il traite de divers thèmes politiques (le modèle Meloni, la rébellion chilienne de 2019, et le processus de réécriture de la constitution), ce numéro fait la part belle aux mouvements de grève qui ont émaillés le monde depuis l'été. Appelé « Hot Labour Summer », le premier article qui porte sur la situation de la classe ouvrière dans le monde s'ouvre sur cette phrase tonitruante : « Au cours des trois dernières années, le rapport de force s'est déplacé en faveur des travailleurs » (p. 14). De meilleurs salaires, un manque de force de travail, et la promesse disparition des travailleurs soit-disant bientôt remplacés par des machines qui se fait encore attendre... Voici le point de départ du diagnostic, dont nous regrettons cependant qu'il manque de données et de fondement factuel. Poursuivons tout de suite notre lecture pour nous concentrer sur ce qui nous intéresse, les travailleurs en lutte. Quelques 1 Rosa Luxemburg, « Principes directeurs », Oeuvres complètes, t. 4, p. 207. 17 grèves victorieuses, et le doublement du nombre d'actions aux USA semblent suffire à se réjouir et constater que « le rapport de force s'est déplacé en faveur des travailleurs ».

Les auteurs soulignent qu'une des spécificités de cette vague de grève serait que des personnes entrent en lutte pour la première fois, à l'image de ce qu'il se passe à Amazon, où les grévistes ont une vingtaine d'années : des forces vives qui semblent alimenter l'optimisme des auteurs. A cela s'ajoute que, d'après un sondage, la sympathie pour l'organisation collective continue à augmenter aux USA, ce qui est aussi accompagné par la création de nombreux nouveaux syndicats. L'article rappelle que le rôle des syndicats est de contenir la classe ouvrière, et qu'une fois des accords signés, revient le règne de l'« interdiction de faire la grève », l'objectif d'un syndicat étant de rester un partenaire reconnu pour des négociations.

Oui, c'est bel et bien la légitimité du syndicat qui est en question lorsque la base déborde et n'est plus sous son contrôle. L'enjeu de la phase post-COVID pour les syndicats est d'organiser la riposte face à l'inflation, pour exiger des augmentations de salaire, et effectivement, c'est ce qu'il se passe : les conventions collectives sont renégociées, avec succès souvent, et les syndicats redorent ainsi leur image de défenseurs efficaces des travailleurs. A partir de la grève qui a eu lieu sur l'aire d'autoroute de Gräfenhausen cet été, mais aussi d'autres exemples de mouvements en Allemagne dans les transports, les auteurs soulignent enfin l'importance qui revient aux travailleurs de la logistique, insistant aussi sur la nécessaire alliance de ces mouvements avec d'autres branches, et surtout la prise en compte dans ces luttes des questions écologiques.

Le travail génère une masse énorme de trajets et transports sont en dehors de cela inutiles, mais en plus impliquent de construire sans cesse de nouvelles voies de transport non sans dégâts. L'article se conclut ainsi : « Une lutte collective pour travailler moins serait la lutte la plus importante pour lutter contre la destruction de la planète ». Cette analyse nous semble devoir être mise à l'épreuve des faits. Pour cela, demandons-nous tout d'abord ce qu'est une grève. Des salarié.es cessent le travail dans le cadre d'un rapport de force avec celles et ceux qui le commanditent, et qui fait de cette action une nécessité. Pourtant, sous ce terme générique se dissimule une diversité de situations spécifiques qui sont déterminantes pour l'évolution du rapport de force qui prend la forme d'une grève. Voici la définition qu'a retenue l'université de Cornwell qui nous semble claire : « Arrêt temporaire du travail par un groupe de travailleurs afin d'exprimer un grief ou de faire valoir une revendication.

Ce grief ou cette revendication peut être lié ou non au lieu de travail. La première phrase de cette définition est fortement influencée par Peterson (Peterson, F. (1937), *Strikes in the United States : 1880-1936*, Washington : United States Department of Labor, p. 3), également utilisée par Hyman (Hyman, R. (1989), *Strikes*, Fourth Edition.

London : Macmillan, p. 17). La seule différence que nous apportons à la première partie de cette définition est de remplacer « employés » par « travailleurs ». Par ailleurs, cette définition permet de distinguer les grèves d'autres types d'actions : Actions de travailleurs : « Action collective menée par un groupe de personnes en tant que travailleurs, mais sans arrêter leur travail, afin d'exprimer un grief ou de faire valoir une revendication.

Ce grief ou cette revendication peut être lié ou non au lieu de travail. Une action 18 syndicale peut également être le fait d'un groupe de personnes n'agissant pas en tant que travailleurs, pour autant que la revendication centrale soit liée au lieu de travail. Le critère déterminant est celui-ci : la grève est un arrêt de travail suivi par un groupe de travailleurs a du avoir lieu pour qualifier un événement de grève. Après l'avoir défini, on en sait pas forcément plus sur la nature précise des différentes formes que peut prendre une grève. Nous reprenons ici les catégories posées par Parry Leung dans son article *Labor Activists and the New Working Class in China, 2015*, pp.161-2, à partir de ses recherches sur les grèves et le militantisme ouvrier dans le secteur de la bijouterie du sud de la Chine : Grève de type I – grève spontanée : Action de masse spontanée par nature, sans organisateur ni préparation ; elle est dépourvue de planification stratégique et de représentants des travailleurs pour négocier avec la direction. Grève de type II – grève menée par des militants (action ponctuelle) : Planifiée et organisée par une poignée de militants syndicaux et soutenue par l'ensemble des travailleurs ; négociations informelles entre la direction et les représentants des travailleurs, mais aucun accord formel n'est conclu.

Les militants ouvriers sont confrontés à des représailles et à des licenciements peu de temps après une grève. Le noyau organisateur des militants est généralement dissous ou démantelé après une grève. Grève de type III – grève dirigée par des militants (avec un noyau dur de militants) : La grève n'est pas un incident unique. Le noyau militant qui dirige la grève ou l'action de protestation a déjà eu l'occasion d'initier une ou plusieurs grèves. Le réseau du noyau militant des travailleurs est capable d'initier ou de soutenir des actions de grève de manière répétée.

Le noyau militant est dirigé par des "quasi-leaders". La grève de type III peut être divisée en deux sous-types : Type IIIa – le noyau militant durable est un réseau militant inter-usines : Collaboration inter-usines des activistes ; la structure d'organisation des activistes peut être maintenue après l'action de grève, mais elle fonctionne à l'intérieur d'une usine particulière. Le noyau de militants est formé par des travailleurs militants de différentes usines. Type IIIb – Le noyau militant durable est maintenu dans une usine particulière : Le noyau militant peut se maintenir et fonctionner à l'intérieur de l'usine après la grève, généralement grâce à l'élection de représentants des travailleurs pendant la grève et à des accords écrits formels après les négociations. Grève de type IV – grève dirigée par un leader : Un mouvement syndical organisé, des actions inter-usines ou inter-régionales promouvant les intérêts de classe des travailleurs, peuvent présenter une vision claire du mouvement à la communauté des travailleurs.

Les dirigeants du mouvement ont la résolution de mettre cette vision en pratique. Cependant, nous ne retrouvons pas cette typologie précise dans notre recensement des grèves. A vrai dire, la classification se fait bien plus simplement, et la grève de type IV ne se présente pas du tout. Il n'y a semble-t-il tout simplement pas d'organisations syndicales qui mettent effectivement 19 en avant les intérêts de classe des travailleurs au-delà des secteurs où ils interviennent, parfois même seulement entre les usines.

Après avoir essayé de les classer selon les grèves spontanées et celles organisées par des syndicats, le déséquilibre entre les parties a été flagrant. En effet, la plupart des grèves qui ont eu lieu cette année ont été le fait et l'initiative de syndicats. En cause notamment, pour le cas des USA, le renouvellement des conventions collectives, des contrats, qui sont à chaque fois l'occasion de bras de fer, du moins de façade pour les grands syndicats. Ces « grandes grèves » bien encadrées par les syndicats ont défrayé la chronique et sont parvenues aux oreilles du « grand public ».

On pense bien entendu à celles des acteurs d'Hollywood, ou aux négociations qui ont eu lieu dans le secteur automobile aux USA. L'autre principale raison de la centralité des syndicats provient de ce que les négociations ne

sont pas relatives aux conditions de travail, mais aux salaires. Ceci provient d'une montée en flèche de l'inflation au niveau mondial. Cela n'exclut cependant pas que de nombreux mouvements initiés par les syndicats portent aussi sur les conditions de travail, et on songera ici aux infirmières au Canada ou aux USA.

La période après le COVID a été marquée par une inflation forte, provoquée notamment par les variations des prix de l'énergie provoquées par la guerre en Ukraine en Europe occidentale, mais aussi par une instabilité de l'écoulement et de la production de marchandises dues aux ruptures des chaînes d'approvisionnement consécutives au COVID. La période de 2021-2023 a été donc fortement marquée par des mouvements populaires contre l'augmentation des prix, autrement dit la réduction du panier de subsistance, la baisse, somme toute, du salaire réel. Des mouvements particulièrement forts ont eu lieu en Colombie, au Soudan et au Myanmar. En 2022, le Sri Lanka, le Bangladesh, le Panama et l'Équateur, entre autres, ont rejoint le mouvement. Depuis l'automne 2022, l'Iran et maintenant le Pérou.

Dans les années 1980, de nombreux théoriciens ont annoncé la fin de la classe ouvrière – paradoxalement parce qu'elle avait « trop bien réussi » sur le plan économique. Les salaires ont tellement augmenté que les enfants ont pu faire des études et qu'une « classe moyenne » est apparue dans un nombre croissant de pays. Mais les luttes ouvrières s'affaiblissaient et la contre-attaque était en marche (« néolibéralisme », mondialisation). La crise de 2008 marque la fin de la croyance en un capitalisme victorieux qui crée une prospérité universelle et permet à la prochaine génération de s'élever socialement. Les « Food Riots » dans le Sud du monde en 2007/08, les soulèvements en Afrique du Nord en 2011, à Ferguson en 2014 et à Baltimore en 2015, les Gilets jaunes en France en 2018, le mouvement militant au Chili en 2019, etc. en sont l'expression.

Aux États-Unis, en Europe de l'Est, en Turquie, au Moyen-Orient, au Kazakhstan, au Brésil, au Mexique, en Inde, en Chine et au Bangladesh, des grèves impressionnantes ont eu lieu durant la phase 2010-2019. Toutefois, en Chine, les luttes ouvrières ont massivement diminué depuis 2013/14. Les confinements suite aux COVID 19 ont marqué une pause dans cette évolution. Lors de la pandémie, pour la première fois dans l'histoire, tout le monde a ressenti simultanément les effets des règles de quarantaine, des confinements, de la surcharge du système de santé, etc. Pour la première fois, nous avons dû agir de manière structurellement similaire dans le monde entier au cours du premier semestre 2020 – bien qu'il y ait eu de grandes différences dans la manière dont les gouvernements nationaux ont réagi à la pandémie.

Pendant la pandémie, les contradictions du 20^e capitalisme sont apparues au grand jour : exploitation des travailleurs « d'importance systémique », profits des entrepreneurs au détriment des infrastructures en ruine, espérance de vie en baisse pour la majeure partie de la population au milieu d'une médecine de pointe. Alors que dans certains pays, les restrictions liées à la pandémie ont permis de réprimer efficacement la lutte des classes (France, Chili), dans d'autres pays, elle a rapidement repris (États-Unis, Mexique). En Italie, les ouvriers de l'industrie ont mené des grèves pour obtenir des mesures de protection. Dans la constellation qui a suivi la fin des confinements à partir du second semestre 2020 – chaînes d'approvisionnement rompues et pénurie de main-d'œuvre – s'est ajouté un nouveau rejet du travail – « Corona-Klarheit » dans les pays germanophones, « Big Quit » aux États-Unis, « La Grande Démission » en France, « Tangping » (« à plat ») en Chine. Soudain, la classe ouvrière leur échappe.

C'est dans ce contexte qu'une vague de grèves se propage depuis 2021. L'intérêt de classer les grèves entre organisées par les syndicats ou spontanées s'est aussi avéré peu utile pour parvenir à une lecture appropriée des motifs autour desquels les travailleurs se réunissent. Il a donc été opté pour les classer selon d'autres critères. 21 Sources Au niveau international, les trotskystes effectuent bien ce travail, ainsi que les groupes libertaires. Le site labournet.de réunit de nombreuses sources diverses, mais bien souvent provenant de sources syndicales.

Le site du WSWP du Socialist Equality Party (Quatrième internationale) réalise un travail de fond sur les trahisons

syndicales et les comités de résistance des bases contre les directions. Les sites passapalavra pour le Brésil ou les sites de groupes anarchistes sont bien documentés mais bien souvent dans la langue d'origine et les articles ne sont pas relayés par d'autres groupes à l'international. Enfin, une source fiable est celle fournie par les sites informant les capitalistes sur les difficultés de circulation des marchandises qui sont notamment provoquées par des grèves ouvrières. La quasi totalité des textes réunis dans cet ouvrage a été traduite par l'auteur.